



**10^{ème} REUNION DU GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT
SUR LA GUINEE (GIC-G)
Addis Abéba, le 26 janvier 2010**

COMMUNIQUE FINAL

1. La dixième réunion du Groupe international de contact sur la Guinée (GIC-G) s'est tenue à Addis Abéba, le 26 janvier 2010, en marge des Sessions ordinaires du Conseil exécutif et de la Conférence de l'Union.¹
2. Le Groupe a procédé à une évaluation de la situation politique et sécuritaire en République de Guinée depuis sa 9^{ème} réunion tenue à Ouagadougou, le 13 décembre 2009, en particulier à la suite de la signature, le 15 janvier 2010, de la Déclaration conjointe de Ouagadougou et de la désignation subséquente d'un nouveau Premier ministre, le 21 janvier 2010.
3. Le Groupe félicite le Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, Médiateur de la CEDEAO dans la crise guinéenne, et salue ses efforts soutenus et fructueux. Il réaffirme également le soutien ferme et constant de la communauté internationale dans la recherche d'une solution pacifique, conforme aux décisions pertinentes de la CEDEAO et de l'UA.
4. Le Groupe salue la signature de la Déclaration conjointe de Ouagadougou, qui constitue une étape cruciale dans le processus de sortie de crise, et exhorte toutes les parties prenantes guinéennes au processus de transition à œuvrer à sa mise en œuvre diligente. Le Groupe souligne, néanmoins, la fragilité persistante de la situation en Guinée. Il invite les parties prenantes guinéennes au processus de transition à s'unir et à s'approprier cette Déclaration, ainsi qu'à la consolider par tous les moyens appropriés, y compris à travers un accord politique global et inclusif, sans que cela ne retarde le rythme de la transition.
5. Par ailleurs, le Groupe prend bonne note de ce que, conformément au point 8 de la Déclaration conjointe de Ouagadougou, les membres du Conseil national de transition (CNT), le chef d'Etat de la transition, les membres du CNDD, le Premier ministre et les membres du Gouvernement d'union nationale, ainsi que les membres des Forces de défense et de sécurité en activité, ne participeront pas à l'élection présidentielle qui clôturera la transition.

¹ Outre l'UA et la CEDEAO, les Organisations et pays suivants : NU, UE, MRU, CEN-SAD, OCI, OIF, Banque mondiale ; membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies: Etats Unis d'Amérique, Royaume uni, France, Russie, China ; membres africains du CSNU : Gabon, Ouganda et Nigeria, qui assure également la présidence en exercice de la CEDEAO ; Libye, en sa qualité de pays assurant la présidence de l'UA ; Allemagne, Espagne, Japon, Canada ; Tunisie en sa qualité de pays assurant la présidence du CPS pour le mois de janvier 201 ; Burkina Faso, au titre de la médiation dans la crise guinéenne ; et Maroc en qualité d'invité.

6. Le Groupe exhorte toutes les parties prenantes guinéennes au processus de transition à coopérer pleinement avec le chef de l'Etat par intérim, le Général Sékouba Konaté, et le Premier ministre, M. Jean-Marie Doré, en vue de la formation rapide d'un Gouvernement d'union nationale de nature à conduire le pays à la restauration de l'ordre constitutionnel, à travers des élections libres et transparentes, dans un délai de six (6) mois. A cet égard, le Groupe encourage le Gouvernement de transition à ne pas inclure en son sein des individus suspectés d'être impliqués dans les massacres et autres crimes perpétrés à Conakry le 28 septembre 2009.

7. Dans le même esprit, le Groupe lance un appel pressant aux parties prenantes guinéennes au processus de transition pour donner un mandat spécifique et clair au CNT, ainsi qu'un délai limité, pour mener à bien ses travaux, compte dûment tenu de la durée retenue pour la transition.

8. En outre, le Groupe assure les nouvelles autorités qu'il ne ménagera aucun effort pour accompagner et soutenir toutes les initiatives allant dans le sens du rétablissement de l'ordre constitutionnel, de l'autorité de l'Etat, de la réconciliation nationale, du développement économique et social, ainsi que des réformes portant sur l'administration, la justice et le système de défense et de sécurité. Il lance un appel pressant à tous les partenaires de la Guinée pour qu'ils apportent l'appui nécessaire à cet égard.

9. En ce qui concerne l'assistance en vue de la réforme du secteur de la défense et de la sécurité, y compris la restructuration profonde et durable des forces armées guinéennes, le Groupe invite la CEDEAO, l'UA, l'ONU et le Médiateur à dépêcher, dans les meilleurs délais, en accord avec les autorités guinéennes, une mission civilo-militaire conjointe pour discuter des modalités de la mise en œuvre de ces réformes et pour contribuer à la création des conditions de sécurisation du processus électoral. Le Groupe lance un appel aux partenaires de la Guinée pour qu'ils appuient l'ensemble de ces initiatives et leur apportent le soutien nécessaire.

10. En raison de la durée retenue pour la période de la transition, le Groupe invite les partenaires bilatéraux et multilatéraux à mobiliser, sans délai, les ressources nécessaires pour accompagner les tâches prioritaires de la transition, y compris le processus électoral, l'assistance socio-économique, la relance de l'économie et la réforme du secteur de la sécurité.

11. Le Groupe exhorte la CEDEAO, l'UA, l'ONU, l'UE, l'OIF, ainsi que tous les autres partenaires techniques et financiers à poursuivre leurs efforts en vue d'aider la Guinée à réussir le processus de transition par l'achèvement de la confection du fichier électoral et l'organisation des élections crédibles et transparentes.

12. Le Groupe salue les annonces de reprise de la coopération bilatérale et invite l'UA, la CEDEAO et les partenaires de l'UA à réexaminer les sanctions imposées dans le cadre de la crise en Guinée, à la lumière des derniers événements positifs enregistrés dans le pays.

13. Le Groupe se félicite de la communication par le Secrétaire général des Nations unies aux parties concernées, du rapport de la Commission d'enquête internationale sur les événements du 28 septembre 2009. Il attend avec intérêt la suite réservée aux recommandations dudit rapport. Le Groupe encourage les membres de la communauté internationale à soutenir les efforts de la Guinée en vue de promouvoir et protéger les droits de l'homme et lutter contre l'impunité, et se réjouit des initiatives prises dans ce sens, y compris la décision du Haut Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme d'ouvrir un Bureau en Guinée.

14. Pendant cette période sensible, le Groupe encourage les Guinéens à rester unis, à sauvegarder la cohésion sociale et à éviter des propos et attitudes de nature à susciter ou à aggraver des tensions. Il les invite à la retenue et au dialogue et lance un appel à la presse pour qu'elle accompagne le processus de paix.

15. Le Groupe exprime sa gratitude au Président de la Commission de l'UA pour l'accueil et l'hospitalité, ainsi que pour les dispositions prises pour le bon déroulement de ses travaux.

16. Le Groupe a décidé de tenir sa prochaine réunion à Conakry, le 22 février 2010.

Fait à Addis Abéba, le 26 janvier 2010